

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration
Séance du 22 mai 2025

OBJET : **ADMINISTRATION GENERALE - 1** – Actualisation du cadre d'emploi du directeur et des modalités d'application du RIFSEEP – *Projet de délibération*

Délibération n°1

Le vingt-deux mai deux mille vingt-cinq à midi, le Conseil d'Administration de l'Établissement Public Foncier local du Dauphiné (EPFL D) s'est réuni sur la convocation et la présidence de Monsieur Laurent AMADIEU.

Nombre d'administrateurs en exercice : **18**

Nombre d'administrateurs présents ou représentés : **18**

Administrateurs présents : 11

M. AMADIEU, Mme BARDIN-RABATEL, M. CARDIN, M. CLAPPAZ, M. CORBET, M. MATHIEU, M. MOCELLIN, M. MOREAU, M. OLLEON, M. QUEIROS, Mme SAURAT

Administrateurs absents ayant donné pouvoir : 7

Mme BELAIR à M. CARDIN, M. CATTIN à M. MATHIEU, M. DESPESSE à M. MOCELLIN, M. LONGO à M. CLAPPAZ, Mme MARDIROSSIAN à M. CORBET, Mme MARTIN-GRAND à M. MOREAU, Mme PANTEL à M. AMADIEU

Administrateurs absents et excusés : 0

Monsieur Jean-François CLAPPAZ a été nommé secrétaire de séance.

Mesdames, Messieurs,

Vu le Code Général de la Fonction Publique Territoriale ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, et notamment son article 20 ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 88 ;

Vu la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 et la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites,

Vu le décret n° 86-68 du 13 janvier 1986 modifié relatif aux positions de détachement hors cadres, de disponibilité, de congé parental des fonctionnaires territoriaux et à l'intégration directe ;

Vu le décret n° 87-1097 du 30 décembre 1987 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des administrateurs territoriaux ;

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 ;

Vu le décret n° 2004-569 du 18 juin 2004, modifié, relatif à la retraite additionnelle de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 modifié relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés ;

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 modifié portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 modifié relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux ;

Vu l'arrêté n°2022-272 du 23 novembre 2022 pris pour l'application au corps des administrateurs de l'Etat des dispositions du décret no 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu les statuts de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné ;

Vu la délibération n°4EPF18DL107 du 12 décembre 2018 du conseil d'administration de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné portant nomination du Directeur ;

Vu la délibération n°20DL080 du 9 décembre 2020 du conseil d'administration de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné portant régularisation de la situation administrative du Directeur et instauration du RIFSEEP ;

Vu l'accord de la Métropole de Lyon, par arrêté en date du 28 janvier 2019, pour le détachement de Monsieur Vincent REMY pour une durée de trois ans auprès de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné, à compter du 28 janvier 2019, pour assurer les fonctions de directeur ;

Vu l'accord de la Métropole de Lyon par arrêté en date du 31 janvier 2022, pour le maintien en détachement de Monsieur Vincent REMY pour une durée de cinq ans auprès de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné, à compter du 28 janvier 2022, pour assurer les fonctions de directeur ;

Considérant que :

Au sein de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné, l'ensemble des agents bénéficient d'un statut de droit privé. Seul l'emploi du directeur bénéficie d'un statut de droit public. Son cadre d'emploi est celui des administrateurs territoriaux et à ce titre, il est concerné par l'application du régime indemnitaire tenant compte des fonctions et des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP). L'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné n'a donc besoin de se doter que d'un seul groupe de fonctions pour le seul cadre d'emplois des administrateurs territoriaux, lequel ne comprendra que le poste de Directeur.

Conformément aux règles applicables au régime indemnitaire des agents publics de la fonction publique territoriale, le RIFSEEP est composé de deux parts :

1. L'indemnité tenant compte des fonctions de sujétions et de l'expertise (IFSE) qui représente l'indemnité principale constituant le RIFSEEP et s'évalue selon trois critères :
 - Niveau de responsabilité en matière d'encadrement, coordination, pilotage et conception
 - Niveau de technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions :
 - Prise en compte des sujétions particulières et du degré d'exposition de certains types de postes au regard de son environnement extérieur ou de proximité
2. Le complément indemnitaire tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir (CIA)

Par la délibération n°20DL080 du 9 décembre 2020, le conseil d'administration de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné a déjà instauré un RIFSEEP pour le poste de directeur, mais en prenant comme référence le cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux. Or la nature des missions d'un Directeur d'Etablissement Public Foncier Local correspond dans les faits au cadre d'emplois des administrateurs territoriaux. En conséquence, la grille du RIFSEEP telle que définie précédemment nécessite d'être modifiée, par souci de cohérence, en référence à la grille afférente au cadre d'emplois des administrateurs territoriaux, laquelle est définie par équivalence avec celle des administrateurs de l'Etat comme suit :

Cadre d'emplois	Corps équivalent	Groupe de fonctions	Plafond annuel IFSE	Plafond annuel CIA	Plafond total annuel IFSE + CIA
Fonction publique territoriale	Fonction publique d'Etat	Fonction publique d'Etat	(Agent non logé)	(Agent non logé)	(Agent non logé)
Administrateurs territoriaux	Administrateurs de l'Etat	Groupe 1	63 000 €	15 750 €	78 750 €
		Groupe 2	57 200 €	14 300 €	71 500 €
		Groupe 3	51 200 €	12 800 €	64 000 €
		Groupe 4	45 400 €	11 350 €	56 750 €

Le conseil d'administration de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné :

- Décide de compléter le statut du Directeur et de modifier les modalités d'application du RIFSEEP tel que défini et précisé ci-dessous :

Bénéficiaire du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) tel que défini dans la présente délibération :

- un fonctionnaire titulaire ou stagiaire à temps complet, temps non complet ou à temps partiel en position d'activité ou de détachement ;
- un agent contractuel de droit public à temps complet, temps non complet ou à temps partiel.

L'emploi concerné par ce RIFSEEP est celui de Directeur de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné. Son cadre d'emploi est celui des administrateurs territoriaux (Filière administrative). Il est classé dans le groupe de fonctions 3 de la grille du RIFSEEP du corps des administrateurs de l'Etat, dont les plafonds sont à ce jour les suivants :

Cadre d'emplois	Groupe de fonction	Emploi concerné	Plafond annuel IFSE	Plafond annuel CIA	Montant maximum total annuel (IFSE + CIA)
Administrateurs territoriaux	Groupe 3	Directeur de l'Etablissement Public Foncier Local	51 200 €	12 800 €	64 000 €

Ces montants plafonds sont établis pour un agent exerçant ses fonctions à temps complet. Ils sont réduits au prorata de la durée effective de travail pour les agents exerçant leurs fonctions à temps partiel ou occupant un emploi à temps non complet. Ces plafonds seront automatiquement ajustés conformément aux dispositions réglementaires en vigueur applicables au corps des administrateurs de l'État.

Le CIA devant conserver un caractère complémentaire, la part du CIA ne peut excéder 20% du montant global des deux parts.

Les montants individuels de chaque part sont fixés par actes individuels de l'autorité investie du pouvoir de nomination, dans la limite des montants définis ci-avant.

En ce qui concerne l'IFSE, son montant fait l'objet d'un réexamen au moins tous les 3 ans en fonction de l'expérience acquise par l'agent

En ce qui concerne le CIA, son montant individuel est compris entre 0 et 100% du plafond individuel annuel en fonction de l'engagement professionnel et de la manière de servir de l'agent.

Ce coefficient d'attribution individuelle est déterminé annuellement en fonction :

- de la qualité d'exécution des fonctions régaliennes,
- des compétences professionnelles et techniques,
- des qualités relationnelles,
- de la capacité d'encadrement,
- de la disponibilité et de l'adaptabilité,
- du sens du service public.

L'IFSE et le CIA font l'objet d'un versement mensuel.

Les sorts du RIFSEEP (IFSE et CIA) durant les absences sont les suivants :

Type de congés	Sort de l'IFSE et du CIA
Congé annuel	Maintenu dans les mêmes proportions que le traitement
Congé de maladie ordinaire	Maintenu dans les mêmes proportions que le traitement
Temps partiel pour raison thérapeutique	Maintenu dans les mêmes proportions que le traitement
Période de préparation au reclassement	Maintenu dans les mêmes proportions que le traitement
Accident de service ou maladie professionnelle	Maintenu dans les mêmes proportions que le traitement
Congés liés à l'arrivée d'un enfant au foyer (maternité, naissance, arrivée d'un enfant en vue de son adoption, adoption, paternité et accueil de l'enfant)	Maintenu dans les mêmes proportions que le traitement
Congé de longue maladie ou congé de grave maladie	Maintenu à hauteur de 33 % la première année et de 60 % les deuxième et troisième années

Congé de longue durée

Aucun maintien

Lorsque l'agent est placé en congé de longue maladie ou de longue durée à la suite d'une demande présentée au cours d'un congé de maladie ordinaire, les primes et indemnités qui lui ont été versées durant ce congé de maladie ordinaire en application du présent article lui demeurent acquises.

Ces primes et indemnités ne sont pas cumulables avec celles dues au titre du congé de longue maladie durant cette même période.

Lorsque l'agent est placé en congé de longue durée à la suite d'une période de congé de longue maladie rémunérée à plein traitement, les primes et indemnités qui lui ont été versées durant son congé de longue maladie en application du présent article lui demeurent acquises.

Enfin, le RIFSEEP est exclusif de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir. Il est cumulable, par nature, avec les primes prévues par l'arrêté du 27 août 2015 pris en application de l'article 5 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat.

Conclusions – adoptées à l'unanimité

Pour extrait conforme,

Le Président,

Laurent AMADIEU